



DE BONNES SOURCES

Un commerce tourné vers l'Europe (En milliards de dollars)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Morocco-EU	33.5	36.0	38.1	33.7	38.1	42.0	46.0	45.6	40.0	50.5	55.9
Morocco-U.S.	3.165	3.51	3.15	2.7	2.99	3.51	4.63	5.13	3.4	4.1	5.31

Même si le commerce entre les deux pays a évolué, il reste limité. En 2022, il a représenté moins de 9% du montant des échanges avec l'Europe

Source: Trading Economics, UN Comtrade Database

“

ALE MAROC-USA: «PLUS POLITIQUE
QU'ÉCONOMIQUE»

”

Certes, depuis la mise en œuvre de l'ALE, le commerce bilatéral a plus que quadruplé, passant d'environ 1,3 milliard de dollars en 2006 à 5,5 milliards de dollars en 2023. Le Maroc exporte principalement des engrais, des semi-conducteurs et des véhicules à moteurs vers les Etats-Unis. Parmi ses principales importations de l'Oncle Sam, le carburant, les pièces

d'avion et les turbines à gaz.

Toutefois, souligne le think tank américain spécialisé dans l'analyse de la politique étrangère des Etats-Unis vis-à-vis du Proche-Orient, un déséquilibre commercial persistant, «voire croissant», indique que le plein potentiel économique de l'ALE n'est pas pleinement exploité. Dans ce partenariat, le Royaume accuse

toujours un déficit. En 2006, le déficit commercial du Maroc avec les États-Unis était inférieur à 1 milliard de dollars. En 2023, il a pratiquement doublé pour atteindre près de 1,8 milliard de dollars.

L'ALE n'a pas non plus profité aux exportations marocaines traditionnelles, comme le textile. «Lorsque l'Accord multifibres, qui avait progressivement démantelé l'ancien système de quotas de l'Organisation mondiale du commerce régissant les textiles, a pris fin en 2005, il a progressivement supprimé les protections de l'industrie marocaine, au moment même où l'ALE se préparait à sa mise en œuvre.

En prévision de ce changement, les producteurs marocains s'étaient réorientés vers les marchés européens en privilégiant la production de produits finis avec des délais courts», explique Sabina Henneberg, directrice du programme Recherche junior. Avant d'ajouter, «le renforcement des liens commerciaux existants avec l'Europe les a également encouragés à répondre aux préférences continentales, tandis que les exigences des «règles d'origine» établies par l'ALE Maroc-USA ont créé un obstacle pour les exportateurs cherchant à entrer sur le marché américain».

Deux autres pays de la région ont mieux profité de leur accord

En 2021, les textiles représentaient environ 12% des exportations marocaines vers les États-Unis. Cette progression reste relativement faible par rapport aux 8% observés en 2008. «Cette croissance est restée modeste malgré l'obtention par le Royaume d'importantes concessions lors des négociations de l'accord de libre-échange concernant le textile, grâce à la forte représentation des producteurs textiles dans la société civile marocaine», indique le think tank. Deux autres pays de la région Mena, proches de Washington, à savoir l'Égypte et la Jordanie, ont vu leurs exportations croître grâce à la création de zones industrielles qualifiantes, qui offrent des droits de douane réduits pour les biens coproduits avec Israël.

Les différences linguistiques ont également été citées comme un obstacle au développement du commerce entre les États-Unis et le Maroc, en particulier dans le secteur des services.

Une renégociation peu probable

«Dans l'ensemble, l'accord de libre-échange semble avoir servi des

intérêts politiques et stratégiques plus qu'économiques. Compte tenu des secteurs stratégiques que le Maroc a choisi de développer, l'accord pourrait ne jamais vraiment réaliser son potentiel, et il est peu probable de le renégocier pour mieux cibler les questions économiques bilatérales persistantes, compte tenu de la montée des attitudes protectionnistes de Washington», souligne Washington Institute.

Malgré tout, poursuit ce think tank, l'accord a contribué à maintenir une relation bilatérale solide dans «un contexte de changements dans la politique américaine». Plus important encore, l'administration Biden a choisi de ne pas revenir sur la décision de 2020 de l'administration Trump de reconnaître la revendication de souveraineté du Maroc sur le Sahara. «Quel que soit le vainqueur des élections américaines en novembre, il est peu probable que la prochaine administration fasse marche arrière sur cette question, surtout maintenant que la France a également reconnu la revendication de Rabat». Selon le think tank, Washington peut profiter de l'ALE pour renforcer les relations bilatérales et ouvrir d'autres marchés en Afrique.

Du potentiel pour les batteries, mais surtout avec la Chine...

Le Royaume s'est spécialisé dans des marchés de niche, tels que les batteries de véhicules électriques (VE). Ceux-ci utilisent des minéraux critiques trouvés en grande partie en Chine, mais aussi dans certains pays africains, dont le Maroc. En théorie, explique Sabina Henneberg, l'ALE devrait stimuler l'investissement dans ce secteur, y compris de la part de tiers désireux de profiter de l'accès aux marchés américains. La loi américaine sur la réduction de l'inflation (Inflation Reduction Act, IRA) de 2022, pour sa part, incite les investisseurs américains à financer des industries réduisant les émissions de carbone comme les batteries de VE, en particulier avec les pays qui ont signé des accords bilatéraux de libre-échange.

Toutefois, le Maroc suscite la convoitise d'autres pays. Il a également accueilli des investissements de la Chine, qui vise à profiter de l'environnement macroéconomique stable du pays et de la proximité des grands marchés. Uniquement en mai-juin, trois entreprises chinoises ont annoncé leur

intention d'ouvrir des usines de production de batteries ou de composants de VE au Maroc. La Chine est en fait à l'origine de la poussée des investissements annoncés dans des zones «greenfield» au Maroc, allant de la fabrication de véhicules électriques aux projets d'hydrogène vert. Les capitaux américains, quant à eux, ne représentent que 1% de ces investissements. «La présence chinoise croissante dans la fabrication marocaine de produits vierges peut expliquer en partie la réticence de Washington à encourager les investisseurs américains à emboîter le pas –l'administration Biden cherche à diversifier les chaînes d'approvisionnement qui soutiennent les objectifs de réduction des émissions de carbone de l'IRA», précise le think tank.